

430

# Volume 58

DU QUARTIER LATIN, 12 JANVIER 1976, NO.15



**UN TANDEM QUI TIENT AUX TRADITIONS!**

- Les Flics à l'U de M. .... p. 8.**  
**La plate-forme du coco ..... pp. 3,4 et 5.**  
**Le regroupement des économistes progressistes.. p. 6.**



Richard Doyle  
Biologie

on est 6 millions  
de presque parents,

faut se parler.



BRASSÉE AU QUÉBEC PAR LA BRASSERIE **Labatt** LIMITÉE—Y'A RIEN QUI LABATT

# Volume 58

Vol. 58 du Quartier Latin, No. 15, 12 janvier 1976. Les nouveaux collaborateurs sont les bienvenus au Volume 58. Les réunions de préparation ont lieu le JEUDI à 18 h. au 6ième étage du Centre Communautaire [C-6526]. La discussion des textes à paraître a lieu au local du Syndicat Politique des Etudiants de Science Politique au 4ième étage [secrétariat du département] du Pavillon des Sciences Sociales. Nous lançons une invitation spéciale aux gens de l'UQUAM qui sont intéressés à venir travailler avec nous.

Les photos qui paraissent dans le journal sont prises avec une caméra OLYMPUS OM-1 qu'on peut se procurer aux magasins de Services-Campus.

COLLABORATEURS	Impression	COORDONNATEUR
Maryse Turcotte	Payette et Simms Inc.	TECHNIQUE
Pierre Paquette	Composition et montage	Pierre Tourangeau
Diane Bélanger	SST Typesetting.	
Alexandra Hobden		Depôt légal
Viateur Boutot	André Lemire	BIBLIOTHEQUE NATIONALE.

L'Université Hébraïque de Jérusalem, Israël

Programme Spécial d'un An pour des Etudiants Francophones Cours d'Eté

Langue d'enseignement: Français et Hébreu

Les Unités de valeur sont reconnus par la plupart des Universités des Etats-Unis, du Canada et de la France.

Possibilités des bourses.

Pour toutes informations et des demandes d'inscription, écrivez au:

Comité Académique

Canadian Friends of the Hebrew University

1506 avenue McGregor

Montréal, Québec

H3G 1B9 tel: 932-2133

Date limite pour des inscriptions:

au Programme d'un An - le 30 avril, 1976

au Cours d'Eté - le 15 mai et le 15 juin 1976



# L'incola

# Carl



LA BIÈRE GLORIEUSE DE COPENHAGUE

# PLATE-FORME DU COCO

**Ce texte est proposé par le Comité de Coordination de la FAS en vue des discussions lors des journées d'étude qui se tiendront dans les départements de la FAS.**

Suite aux dernières résolutions du Comité de coordination, il a été convenu d'élaborer une plate-forme d'orientation. Cette plate-forme qui doit servir de ligne directrice pour le COCO et aussi de point de jonction entre tous les départements, devra être approuvée par les étudiants de chaque département désirant créer une organisation au niveau de la FAS. Cette plate-forme doit aussi servir de base pour une éventuelle jonction avec d'autres parties du mouvement étudiant ou d'autres organisations étudiantes.

Le sens de la présente plate-forme n'est pas d'indiquer quelles actions doivent être menées à court terme. Plutôt, ce document se donne comme objectif premier de tracer les principales orientations possibles pour l'organisation étudiante, et ce à partir d'une analyse du système d'éducation et de la situation à l'U. de M. créée notamment par la lutte des étudiants de sociologie, de géographie, etc...

La présente plate-forme pourrait constituer la base d'une structure organisationnelle pour le mouvement étudiant de la FAS et de l'U. de M.

## PROJET DE PLATE-FORME

### 1—LA SITUATION ACTUELLE DU SYSTEME D'EDUCATION

#### 1—LA LUTTE AU NIVEAU PEDAGOGIQUE A L'U. DE M.

Suite à la lutte des étudiants de sociologie, divers départements de la FAS ont présenté des revendications au niveau pédagogique. Essentiellement, ces revendications concernent la réorganisation des structures départementales au niveau de l'enseignement de même que le contenu de cet enseignement. Ces revendications sont toutefois essentiellement liées à la question de la centralisation du pouvoir à l'U. de M. En effet, toute velléité de changement au niveau départemental doit souvent se heurter en premier lieu à la résistance de l'Assemblée départementale, mais aussi principalement à l'administration de la

Faculté et de l'Université, qui possède la haute main non seulement sur l'organisation de l'enseignement mais aussi sur son contenu. Par le passé et dans la période actuelle, les luttes qui se sont menées à ce niveau ont été relativement isolées et somme toute peu fondamentales. Si on regarde ces luttes en fonction des modifications réelles au fonctionnement de l'appareil universitaire, il faut remonter à 1968 [promotion par matières] pour des modifications fondamentales apparentes au fonctionnement de l'appareil universitaire.

Il importe donc si on veut éviter certains écueils de tracer des perspectives plus larges pour une généralisation suffisante des luttes qui se mènent et ainsi éviter des luttes trop isolées ou trop partielles pour obtenir des gains substantiels. Bref, il

importe donc de voir dans quelle mesure la lutte sur le plan pédagogique peut et doit se lier à des luttes et des changements plus globaux.

### 2—LA CRISE ECONOMIQUE ET LE SYSTEME D'EDUCATION

Au Québec, les années 60 furent le passage direct de la société dite traditionnelle à l'ère industrielle. L'essence de la Révolution tranquille fut de doter l'état québécois d'instruments modernes pour mieux s'insérer dans le contexte du développement économique capitaliste nord-américain. Si le système scolaire s'est largement développé lors de la Révolution tranquille, c'est en fonction des besoins des grandes firmes étrangères à la recherche de main-d'oeuvre qualifiée.

"Le rapport Parent montrait que le système d'éducation alors en vigueur ne répondait plus aux impératifs du temps et ne cadrait plus avec ceux que commandait la société industrielle que le Québec était devenu."

#### HURTUBISE: L'université québécoise du proche avenir HMH 1973

Si le système scolaire est en crise depuis la fin de la révolution tranquille, c'est que l'expansion économique prévue n'est pas arrivée et que le marché du travail ne s'est pas développé en fonction des transformations de l'appareil scolaire. Il faut donc rentabiliser le système d'éducation en fonction de la crise généralisée au niveau économique. Ceci implique des coupures de budget, une centralisation accrue au niveau administratif, de même qu'une liaison accentuée entre le marché du travail et le système scolaire. C'est dans ce sens que l'on peut interpréter les récentes déclarations du ministre de l'éducation, à l'effet d'une stabilisation du rythme de croissance dans le système d'éducation. Il faut par ailleurs se rappeler qu'en 1972, l'augmentation du budget dans l'éducation est ramenée de 16% à 6-8%. De plus, on ne peut oublier que les grands projets [Baie

James] sont des éléments de la relocalisation des ressources et de la coupure des budgets.

"Et pour tout observateur qui suit la scène provinciale et qui assiste à la panique post-olympique [déjà] qui s'empare de nos hauts administrateurs avec, comme corollaire, une diminution prévue des fonds consacrés aux Affaires sociales et à l'éducation, le sort des universités a de quoi inquiéter."

Le Jour 4-12-75 "On sacrifie l'enseignement sur l'autel de l'inflation."  
"Il faudrait que le public comprenne que les universités sont plus durement touchées par l'inflation que les autres secteurs et que c'est la qualité de l'enseignement qu'on risque de compromettre."

#### [Le Jour 4-12-75]

Quand les principaux administrateurs lancent de tels cris, c'est un signe certain que la situation est grave. A l'heure actuelle, il faut réduire la marge d'autonomie relative du système scolaire au Québec. Car de plus, le système d'éducation ne s'est peut-être pas développé comme prévu, comme le sous-tend le rapport Nadeau. Dans ce sens, le sous-développement du secteur professionnel dans les Cégeps constitue un élément de déstabilisation du système actuel, impliquant donc une volonté d'accentuation du contrôle et de reprise en main de l'appareil scolaire.

Or, même sur le plan de la liberté pédagogique, il n'est pas possible pour les autorités de faire des concessions substantielles. Au contraire, la période est au renforcement. Des documents publiés par le Syndicat des professeurs de l'U du Q. à Montréal confirment nettement cette volonté de centralisation et de contrôle, et tendent à démontrer que l'infiltration patronale dans les universités va jusqu'à déterminer un modèle de fonctionnement similaire à l'entreprise privée:

"Les universités devront donc rester conformes au modèle industriel classique et éviter dans ces circons-

tances d'incorporer à la convention collective des mécanismes de partage d'autorité qu'appelle la participation".

#### Conférence des recteurs des universités du Québec,

tenu à huis clos et sous le signe confidentiel à Bishop University le 29, 30, 31 juillet 1974.

Ce contrôle s'est manifesté déjà auparavant. Les attaques contre les salaires et la sécurité d'emploi des enseignants et des employés de soutien [décret de décembre 72, déclassification au printemps 73] se répètent. On cherche à renforcer la sélection des étudiants [Nouveau régime pédagogique en 73, les tests TAEU]. On cherche à ralentir la construction de locaux et d'installations [Cégeps Ahuncic et Rosemont] ou à couper les budgets. On limite la durée des études [CEGEPs], on durcit le régime de paiement des frais de scolarité et de prêts-bourses. Et pour tenter de prévenir les résistances, on prévoit des mesures anti-contestation telles l'annulation-réinscription.

Plusieurs de ces attaques ont pu être contrées par la mobilisation des étudiants.

### 3—LE ROLE DE L'EDUCATION

Toutefois, la liaison système scolaire et appareil social ne demeure pas seulement au niveau de la liaison financière et économique. Le rôle de l'éducation et du système scolaire n'est pas et ne sera jamais neutre. Dans la société actuelle, le système scolaire contribue à la reproduction des inégalités sociales. Au secondaire et au Cégep s'opère une forte sélection et une division entre le travail manuel et technique d'une part, et d'autre part le travail intellectuel.

"Nous avons vu qu'à peine 23% des jeunes du Québec se rendaient au Cégep; nous avons vu également que la probabilité réelle d'accès des étudiants d'origine ouvrière n'était que de 26,7% alors que cette classe représente au sein de la population active masculine de

# PLATE-FORME DU CO-CO

l'ensemble du Canada [1961] 47,1%. C'est d'ailleurs la seule classe qui est sous-représentée au Cegep; avec la paysannerie, présente à 5,26% au Cegep; cette fraction représente 12,5% de la population active masculine du Canada. Les couches supérieures y sont relativement sur-représentées et par ailleurs ce sont surtout les "couches moyennes" qui prennent le gros de la place au Cegep."

### Le mouvement étudiant, l'appareil scolaire et les luttes de classes au Québec, 1960-74, tome 2 chap. 5, p.18

Or l'université est aussi une instance du système scolaire. L'université qu'on voudrait croire ou faire croire "le refuge des Sciences et Lettres" est la dernière instance du maintien et de la reproduction de "connaissances" au service d'une minorité. L'université contribue au maintien du statu quo en formant des professionnels, des spécialistes, des intellectuels, à l'esprit atomisé, rouages inconscients d'un système bien huilé centré sur la consommation et l'exploitation. En termes clairs c'est en formant des individus spécialisés dont le système a besoin, mais inconscients des rapports d'exploitation que l'université joue son rôle. Cette situation empêche le développement de véritables activités de critique et de recherche créatrices.

De plus dans la majorité des cas, la "science" qu'on enseigne à l'université masque objectivement par son explication de la réalité les rapports de domination que cette science soutient et par conséquent masque la nécessité de modification de l'ordre social actuel. A ce sujet, il est intéressant de constater le débat soulevé actuellement par l'arrivée d'étudiants chiliens [de la Junte] à l'université Laval, qui avait conclu une entente avec la Junte sur les échanges. Plus près de nous, le Centre International de Criminologie comparée a été impliqué dans l'élaboration de police militaire, notamment en Amérique du Sud.

Les sciences sociales ne sont pas exemptes de cette critique. A l'instar des sciences dites exactes qui produisent les connaissances techniques nécessaires au maintien du système économique actuel, les

sciences sociales produisent plus que tout autre un discours idéologique explicite pour le maintien de l'ordre établi.

Evidemment ce sont là de belles paroles qui n'expliquent pas tout. Comment l'université pourrait-elle être orientée dans ce sens? Cela remonte à un passé lointain: "... Les employeurs constituent un premier élément de l'opinion publique. De tout temps, bien évidemment, l'employeur a joué un grand rôle dans l'éducation: C'est en songeant à ses besoins qu'on structurait les programmes; c'est en pensant à l'âge auquel les jeunes pouvaient se présenter chez lui qu'on établissait le terme des études de base; c'est en prévoyant ses besoins avec plus ou moins de rigueur qu'on fondait ici et là des institutions capables de lui fournir une main-d'oeuvre embauchable. Il serait ridicule de vouloir restreindre aux seuls objectifs d'une culture désintéressée la finalité de l'enseignement, et nous croyons fermement que l'employeur doit être admis aux conseils supérieurs de la nation où se discute l'évolution des systèmes scolaires."

### Mémoire présenté par la Corporation des Instituteurs et Instituteuses Catholiques du Québec à la commission royale d'enquête sur l'enseignement, Commission Parent 1962.

A l'U de M, la protection de cette servilité se fait par une administration fortement centralisée ayant un pouvoir décisionnel au niveau de l'administration générale mais aussi sur les programmes d'enseignement. Il est d'ailleurs notable de constater que la direction de l'université est constituée par de dignes et célèbres représentants de l'entreprise privée:

"A la tête de la pyramide, c'est le Conseil de l'université composé de 20 à 40 membres: ce sont eux les boss de l'U de M. D'ailleurs, puisque la profession de boss ne s'invente pas, on a choisi pour siéger sur le Conseil de vrais boss bien connus, administrateurs de compagnies de "prestige": ITT Rayonier, Power Corporation, Marine Industries [...]. Leurs noms apparaissent même à la une des journaux du Canada: cela a été le cas de M. Gérard Fillon, accusé au mois de

mars dernier de conspiration contre les gouvernements fédéral et ontarien en rapport avec le scandale du dragage [...]. L'avocat de M. Fillon dans cette affaire ne devait être autre que notre grand "cheuf" à l'U de M, le chancelier M. Marcel Piché. M. Piché et Fillon sont liés à la famille Simard depuis fort longtemps [...] et ils ont occupé plusieurs postes dans les compagnies qui appartiennent en tout ou en partie aux Simard, dont Sorel Industries et Marine Industries [au moins jusqu'en juillet '75]. Les autres administrateurs du Conseil de l'U de M sont presque tous aussi "célestes" siégeant les uns et les autres sur les CA de diverses compagnies. C'est le cas de Pierre Desmarais II, administrateur des "Formules Mécanographiques Paragon" propriété des Simard ainsi que de "Télémedia" [Power corporation] etc."

Quant au recteur Lacoste, il s'est fait remarquer par son "silence" dans l'équipe du Parti Civique du maire Drapeau, sauf pour louer les "bienfaits" de l'administration du Parti Civique. Il ne faut pas oublier non plus que ces administrateurs retirent des bénéfices marginaux pour l'occupation de ce postes:

"En outre, Pierre Desmarais est propriétaire de trois imprimeries [Desmarais, Therrien et Deslorges] et est évidemment l'un des imprimeurs de l'université."

On pourrait ainsi allonger la liste... Toutefois, il ne faut pas oublier que ce sont ces personnes qui dirigent l'université:

"Le Conseil, présidé par le chancelier de l'université Marcel Piché, possède d'abord des pouvoirs de nomination."

Ils nomment plus de 1450 personnes, des professeurs, des doyens, des vice-recteurs, le recteur, les directeurs de départements, etc. Mais de plus, ils peuvent nommer 9 des 24 membres de leur propre conseil, dont 8 sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil [Cabinet] sous recommandation du ministère.

"Mais outre ces pouvoirs plus que larges de nomination, que fait-il? [Le Conseil]. Il exerce tout simplement selon la charte "tous les droits de l'université,

tous les pouvoirs nécessaires à son administration", approuve les états financiers, adopte les budgets, peut créer, fusionner ou supprimer facultés ou autres...etc.

Les citations précédentes ont été tirées de l'agenda 75-76 des étudiants.

En contestant les intérêts que dessert l'université, les étudiants contestent ainsi directement la structure de pouvoir qui tient ces intérêts en place.

Le rapport Nadeau au niveau des Cegeps, la réforme Després à l'U de M sont d'autres manifestations de cette rationalisation de l'éducation et d'une meilleure adaptation de l'appareil scolaire au système économique.

### II—LES LUTTES A MENER

La source ultime des conflits que nous vivons semble donc être la domination du monde des affaires et du patronat sur l'université et le système d'éducation en général. Un renversement de cette situation ne se produira assurément pas avant que la société connaisse des changements profonds. En ce sens c'est également la bataille de la démocratisation de toute la société.

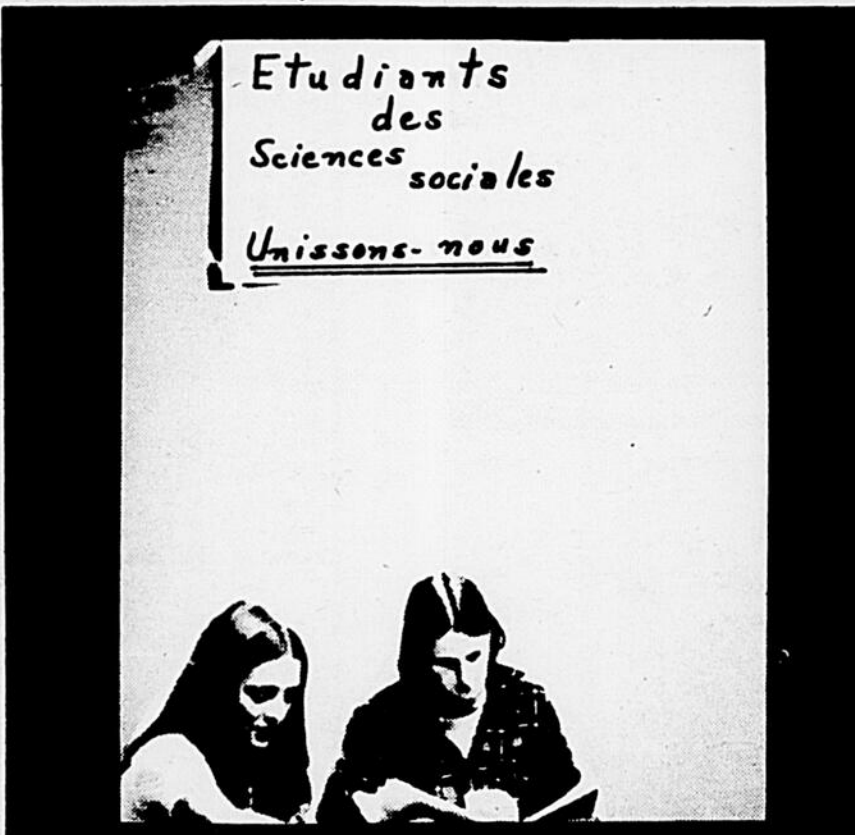
Ainsi, les étudiants doivent être unis avec toutes les forces progressistes qui visent le même objectif qu'eux. Dans les faits, le mouvement étudiant doit donc se concentrer d'abord sur les questions et problèmes soulevés à l'université parce que ce sont les éléments qui affectent le plus notre vie quotidienne. Cependant, il doit aussi rechercher à s'impliquer dans la réalité sociale de façon large. C'est là la seule façon de faire un lien véritable entre notre niveau académique et notre milieu social.

1—LES LUTTES POUR LE CONTROLE DES ETUDIANTS SUR LE

### CONTENU ET LA FORME DES PROGRAMMES UNIVERSITAIRES

Dans le contexte actuel du mouvement étudiant québécois, l'absence d'objectifs de lutte, l'apathie, le contexte de crise économique, une lutte contre la centralisation peut avoir une importance considérable si on place les revendications dans un contexte plus global en jonction avec d'autres groupes étudiants au niveau montréalais et québécois.

Toutefois, il faut bien saisir la portée de la lutte. Ce n'est pas en réclamant seulement la



participation aux décisions que l'université en sera vraiment plus démocratique. La véritable démocratisation de l'enseignement passe par la modification des structures de pouvoir mais aussi par une critique des intérêts que favorise actuellement l'école.

Or les luttes revendicatives doivent viser à des transformations de la structure de pouvoir, non comme une fin en soi mais comme un moyen d'opérer cette

critique et d'amorcer des transformations.

Les étudiants de l'U de M doivent donc élargir le débat sur le rôle de l'appareil universitaire. Dans ce sens il faut mener la lutte contre la centralisation à l'U de M, en jonction avec les autres étudiants touchés par la réforme Després et le rapport Nadeau. C'est une lutte permanente difficile.

Dans une première étape, en poursuivant le mouvement amorcé en Sciences Sociales, il importe de revendiquer essentiellement le contrôle par les étudiants et les professeurs du contenu et de la forme de

### 2— UN FRONT UNIVERSITAIRE EMPLOYES-ETUDIANTS-PROFESSEURS CONTRE LA CENTRALISATION

Dans le passé, les employés et les étudiants ont mené des luttes en ordre dispersé contre l'administration de l'U de M. Une minorité de professeurs ont rompu d'avec leurs privilèges académiques et ont également apporté leur soutien aux luttes étudiantes et à celles des travailleurs.

Dans la perspective du renouvellement des conventions collectives des employés de bibliothèque et des cafétérias du SNEUM [CSN], du personnel de soutien local 1186 [FTQ] et du personnel de bureau 1244 [FTQ], un front de mobilisation employés-étudiants-professeurs doit être mis sur pied. L'organisation étudiante doit avoir établi des relations permanentes avec les syndicats de l'U de M dans le but de leur apporter son soutien dans la lutte contre les patrons de l'U de M, contre la loi Trudeau dans la perspective des prochaines batailles du Front Commun Inter-syndical dans le secteur public et para-public.

### 3—LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION

Le peu de liberté dont nous disposons à l'U de M est constamment menacé. Dans le passé les entraves à la libre diffusion de littérature politique et de journaux n'ont pu être brisées que par la mobilisation étudiante. Le droit de réunion est entravé par le manque de locaux pour les organisations étudiantes. L'utilisation récente de mesures judiciaires contre les mouvements revendicatifs [injonction lors de la lutte de sociologie]

donne une idée du mépris affiché par l'administration à l'égard des libertés démocratiques.

L'organisation étudiante de l'U de M devra exiger l'abandon par l'administration du recours à l'injonction ou de l'appel à des fiers à bras [Polytechnique, etc.] pour régler les conflits à l'U de M.

Par ailleurs reprenant les combats du mouvement étudiant de l'U de M l'organisation étudiante de l'U de M exige la démission des membres de la sécurité responsable de l'agression contre les étudiants de Polytechnique en octobre 74 et l'expulsion du Centre International de Criminologie Comparée [spécialisée dans les conseils aux polices du Tiers-Monde] de l'université de Montréal.

### 4—LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE

De manière épisodique le mouvement étudiant québécois se mobilise pour la défense des droits linguistiques des francophones [manifestations contre le Bill 63 et la Loi 22]. L'organisation étudiante de l'U de M doit appuyer de telles manifestations dans une perspective d'élargissement de la lutte à tout le peuple québécois.

L'organisation étudiante de l'U de M doit participer à la défense des droits linguistiques des francophones en recherchant en commun avec d'autres les moyens pour intégrer les immigrants de manière transitoire à la communauté francophone par le système scolaire et à exiger le français comme seule langue d'usage.

### 5—LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

L'organisation étudiante de l'U de M doit encourager la formation de comités de solidarité internationale. Ceux qui oppriment le peuple québécois sont les mêmes qui exploitent de nombreux peuples à travers le monde. [ITT Rayonier est au Conseil de l'U de M, exploite nos forêts de la Côte Nord et organise aussi l'assassinat du peuple chilien, à cet effet, voir l'enquête du sénat américain sur les activités de la CIA]. Sur le campus depuis plusieurs années des étudiants de nations du Tiers-Monde mènent un travail d'information sur ces questions. L'organisation étudiante de l'U de M appuiera leurs initiatives.

### 6—CONTRE LA MISERE SEXUELLE

L'organisation étudiante de l'U de M doit contribuer à faire ressortir tous les aspects aliénants de la vie quotidienne universitaire. Elle doit ainsi lutter pour obtenir des services de garderies communs aux employés, professeurs, étudiants et contrôlés par eux. L'organisation étudiante devrait envisager le développement d'une information sexuelle véritable [centre d'information sexuelle] sur la contraception et lutter pour l'obtention de l'avortement libre et gratuit. En ce sens, l'organisation étudiante de l'U de M doit combattre jusqu'en son sein l'idéologie chauvine autoritaire qui relègue ces problèmes sociaux et politiques au rang de préoccupations individuelles.

L'organisation étudiante devra assumer les services que les étudiants ne reçoivent pas de l'administration. De plus, elle verra à l'amélioration des services actuels, v.g. bibliothèques, audiovisuel, etc.

### 7—L'IMPLICATION DANS LES LUTTES URBAINES

remarquablement la coupure entre l'université et les réalités sociales les plus immédiates. Les problèmes urbains du quartier Côté-des-Neiges semblent ainsi complètement extérieurs aux préoccupations universitaires. Pourtant un grand nombre d'étudiants se concentrent dans ce quartier et s'impliquent parfois dans les luttes qui s'y déroulent. L'organisation étudiante doit s'impliquer dans les luttes et la réalité urbaine environnantes et ainsi lier la défense matérielle des étudiants [logements] aux problèmes des luttes populaires de quartiers [transports et CTCUM].

### 8—L'ORGANISATION ETUDIANTE DOIT SE DONNER DES MOYENS POUR LUTTER

La récupération des fonds des SAE par les organisations étudiantes de l'U de M est d'actualité immédiate. Pour se donner une infrastructure minimale garantissant la liberté d'expression, il est nécessaire de disposer de locaux et de ressources financières. Ces ressources ainsi disponibles seront directement employées à promouvoir les objectifs déterminés par l'organisation étudiante sous la responsabilité du Comité de coordination. L'organisation étudiante devra assumer les services que les étudiants ne reçoivent pas de l'administration. De plus, elle verra à l'amélioration des services actuels, v.g. bibliothèques, audiovisuel, etc.

N.D.L.R. Veuillez prendre note que la semaine prochaine, pour faire suite à cette plate-forme du COCO, le Volume publiera en ses pages, un projet d'organisation étudiante que le COCO entend présenter aux étudiants.

## REGROUPEMENT DES ECONOMISTES PROGRESSISTES

Les économistes universitaires appartenant au courant dominant se prennent volontiers pour des scientifiques. C'est du moins l'image qu'ils s'efforcent de projeter lors de leurs multiples interventions à la télévision ou dans les journaux en relation avec l'actualité, par exemple les mesures Trudeau. L'économiste prend toujours l'air de celui qui ramène sur terre après les envolées visionnaires des politiciens ou des syndicalistes: en quelque sorte l'incarnation du principe de réalité. Le débat télévisé typique met habituellement aux prises un syndicaliste, qui a forcément l'air de prêcher pour sa paroisse, et quelques économistes universitaires patentés qui parlent au nom de la Science, appuyés sur un titre ronflant du genre "docteur en économie," "professeur à l'université de Montréal," "directeur du département ou de tel centre de recherche," et enfin quelques représentants du patronat qui permettent à l'universitaire de jouer au scientifique désintéressé planant au-dessus de la mêlée.

Malheureusement les jugements de la Science sont rarement favorables aux travailleurs: à peine plus souvent que la police, l'Armée ou les tribunaux. L'économiste se charge toujours de rappeler les dures lois de ce monde, distinguant strictement entre les jugements de fait, résultant de la connaissance objective à laquelle il prétend, et les jugements de valeur exprimant des positions personnelles. Il peut parfaitement témoigner la plus grande sympathie pour les travailleurs, mais la rigueur scientifique l'oblige à dire que leurs demandes salariales vont relancer l'inflation, et menacer la position concurrentielle du pays.

Pourtant la plupart des économistes ne sont pas viscéralement opposés au mouvement ouvrier. Leur nature de petit-bourgeois les pousse à osciller d'un côté à l'autre au gré des événements. Ordinairement ce n'est pas la mauvaise volonté ni la malhonnêteté intellectuelle qui explique leurs prises de position, mais un biais au niveau de leur formation, la plupart du temps néo-classique puisque c'est la conception dominante en Amérique du Nord. L'économie néo-classique se compose de tronçons distincts nés à des

époques différentes, de besoins historiques du capitalisme. La micro-économie est un discours purement idéologique élaboré à la fin du XIXe siècle en réponse au marxisme. Il s'agit de démontrer l'efficacité du marché libre et de ses mécanismes naturels d'ajustement. Au contraire la macro-économie, qui date de la Grande Crise, se charge de conseiller les gouvernements bourgeois dans leurs opérations de sauvetage du capitalisme. Enfin les techniques d'analyse mathématique permettent de donner à toutes ces propositions un air scientifique, recourant au besoin au prestige de l'ordinateur.

Ces trois éléments: micro, macro, économétrie, constituent l'économie dite néo-classique. C'est la formation de presque tous les économistes d'ici, ce qui jette tout un éclairage sur la valeur de leurs interventions en général. Nous avons affaire à une théorie bourgeoise par nature, de la façon la plus directe; elle ne peut produire que des approbations plus ou moins nuancées au régime en vigueur.

C'est pourquoi un bon nombre d'économistes et de personnes travaillant en économie ont cherché à s'outiller du côté du marxisme, en dépit de leur propre formation néo-classique. Ils viennent de fonder le Regroupement des économistes pro-

gressistes (REP), qui entend mener une lutte idéologique contre le capitalisme et spécialement contre l'idéologie bourgeoise véhiculée par la prétendue science économique officielle.

Le REP veut faire publiquement la démonstration du caractère de classe tant des politiques économiques gouvernementales que de la "Science" sur laquelle elles s'appuient, et mettre en lumière l'exploitation et l'oppression que subissent les travailleurs et l'ensemble des couches populaires, contre les mythes malheureusement si répandus de l'égalité des chances, la réussite fruit du travail et de l'intelligence, la neutralité du gouvernement, la propriété privée comme fondement de la liberté, la soi-disant aide aux pays "pauvres," mythes que renforcent constamment les économistes bourgeois.

Le REP s'est doté d'une ligne politique en cinq points: 1] contre le capitalisme; 2] contre l'impérialisme; 3] contre l'oppression spécifique des femmes; 4] contre l'oppression nationale; 5] pour le socialisme. Aux éternels réaménagements du système capitaliste mis de l'avant par les économistes bourgeois, le REP veut en effet opposer les perspectives du socialisme. Il veut aussi favoriser le travail de ses membres avec les syndicats, groupes

populaires et organisations politiques de la classe ouvrière qui oeuvrent dans les mêmes buts. Il veut enfin faciliter les échanges et les débats entre ses membres afin d'approfondir la compréhension de la réalité économique.

Le REP se compose de 4 comités qui se partagent les secteurs d'intervention.

Le comité éducation doit commencer et continuer certains travaux [plans de cours, bibliographies critiques, etc.] tant au niveau universitaire que collégial, afin de diffuser au maximum l'économie marxiste à l'intérieur des institutions d'enseignement.

Le comité recherche se charge de la formation des membres et veut dans un premier temps entreprendre une étude profonde de la crise actuelle du capitalisme.

Le comité intervention suivra la conjoncture et les débats de l'heure pour répliquer aux économistes bourgeois et à leur baratin. Il devra aussi rendre public le manifeste du REP.

Enfin le comité organisation s'occupera du fonctionnement d'ensemble du REP.

Les personnes intéressées sont invitées à communiquer avec l'équipe du journal d'étudiants d'économie "A compte courant", composé en majeure partie de membres ou sympathisants du REP. Vu sa jeunesse, celui-ci n'a pas encore de structures permanentes.

FRANCOIS MOREAU  
Etud. en Sc. Econ.  
PIERRE PAQUETTE

Groupe marxiste révolutionnaire

Nous avons été très désolés par l'article paru dans le dernier Volume et signé par le comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits. Cet article qui se dit "mise au point" utilise un incident d'importance mineure pour se permettre une attaque gratuite contre le GMR.

Pour ce qui est de l'article de Diane Bélanger sur l'avortement, il s'agissait strictement d'une initiative personnelle et c'est fort probablement un simple oubli de sa part, de n'avoir pas indiqué ses sources. De plus, les femmes du comité de lutte doivent bien se rendre compte qu'un dossier distribué de façon large est forcément utilisé de façon large. Le travail de ces femmes pour réaliser un tel dossier est tout à fait remarquable et constitue un apport important pour le mouvement. Il est très normal que des comités qui revendiquent également l'avortement et la contraception libres et gratuits sur demande, utilisent ce dossier comme référence sans nécessairement s'enquérir auprès du comité de lutte, si l'utilisation qui en est faite est correcte et à leur goût.

Bien sûr, si "utilisation organisationnelle" signifie la participation d'un groupe politique à ces comités de femmes, on peut expliquer l'attitude du comité de lutte qui relève alors d'un sectarisme ridicule et injustifiable. Le GMR ne se cache pas lorsqu'il intervient. A l'intérieur du comité de femmes

TAPPE-TOI  
BUNE  
BROUVE



# Réponses au comité de lutte pour l'avortement

de l'U de M, ses militantes sont identifiées comme telles et interviennent sur des positions claires. Depuis un an, le GMR intervient directement dans différentes luttes autour de cette question. A partir d'une analyse qu'il fait de l'importance de la lutte des femmes à l'intérieur de la lutte des classes et du rôle qu'elles peuvent jouer dans une marche vers le socialisme, le GMR juge importante sa participation à l'intérieur des premiers regroupements autonomes de femmes. Nous diffusons largement nos positions sur la question dans notre journal "Combat Socialiste".

L'an dernier, nous nous

sommes impliqués dans la préparation de la journée du 8 mars, dans la lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, pour les garderies, pour la défense des médecins accusés et finalement, dans le contingent de femmes à la manifestation du 1er mai. En plus de l'intervention autonome du groupe, nous avons travaillé à la formation de comités 8 mars sur les campus. Les femmes de ces comités se sont regroupées sur la base des 4 revendications classiques du mouvement [avortement et contraception libres et gratuits sur demande, garderies gratuites ouvertes 24 heures sur 24 sur les lieux de travail ou

dans les quartiers contrôlés par les usagers, à travail égal salaire égal, congés de maternité payés sans perte d'ancienneté]. L'unité d'action avec les groupes déjà existants a toujours été mise de l'avant lors des différentes luttes.

Bien sûr, le GMR dans ses initiatives et dans ses efforts pour participer à la constitution d'un mouvement autonome de femmes ne détient pas la vérité absolue. Cependant, nous n'accepterons pas d'être critiqués sur des bases totalement apolitiques. Si les femmes du comité de lutte ne sont pas d'accord avec nos positions ou avec les actions que nous menons, elles savent comment nous rejoindre pour en discuter. Si c'est le comité de femmes de l'U de M qu'elles remettent en cause, elles n'ont qu'à venir faire un tour aux réunions du lundi à 5 hre au 5137 [Sciences Sociales].

HELENE POIRIER  
PIERRE PAQUETTE  
militants du GMR

Dans le dernier numéro de 1975 de Volume 58, on publiait une lettre du Comité de Lutte pour la Contraception et l'Avortement Libres et Gratuits; ce comité s'en prenait alors à un article sur l'avortement paru plus tôt dans le Volume. Il semblait aussi vouloir établir un lien entre cet

article et le Comité de femmes à l'U de M; à ce propos, nous tenons à faire remarquer aux intéressés que l'auteur dudit article n'avait fait suivre son nom d'aucun groupe politique, rassemblement ou comité. De ce fait, il devrait sembler clair que ce qu'elle a écrit n'engage qu'elle-même.

Ensuite le Comité de Lutte pour la Contraception...accuse le Comité de Femmes à l'U de M d'être un comité 8 mars déguisé et un instrument politique du Groupe Marxiste Révolutionnaire [GMR]. On n'a pas dû se renseigner longtemps et encore moins assister à nos réunions pour affirmer de telles choses. Il y a certes dans notre groupe des militantes du GMR, mais aussi d'autres groupes divergents, des femmes politisées et d'autres qui ne le sont pas, certaines plus engagées que d'autres... Mais il y a avant tout des femmes qui prennent conscience des problèmes qu'elles vivent et qu'elles constatent autour d'elles, qui veulent

réagir, en trouver les causes, et par là les solutions. Le Comité de Femmes n'est donc pas un groupe exclusivement politique.

Bien sûr on ne peut se pencher sur notre sort, sans s'intéresser à celui des hommes, et en fait de toute la société. Notre réflexion nous mènera sûrement vers une prise de position politique relativement définie, et c'est souhaitable mais le but premier de notre comité n'est pas de militer spécifiquement dans un organisme politique quelconque. Chacune est libre de le faire de son côté.

Ceci dit, nous invitons toutes les femmes que ces discussions et prises de position intéressent, à se joindre à nous, le lundi à 5 heures, au local 5137, Pavillon des Sciences Sociales.

Nous discutons actuellement la plateforme du Comité, que nous publierons et commenterons dès que possible.

Le Comité de Femmes  
à l'U de M.





Nous  
aurons bientôt  
à MONTREAL  
un magasin tout  
plein d'équipement  
pour la vie au  
grand air

Blacks

CHEMIN DE LA  
REINE MARIE  
CAMPING INTERNATIONAL (ANGLE GATINEAU)

# Dehors les flics !

## UNE FOIS POUR TOUTES, LE POLICE DE MONTREAL, HORS DES CONFLITS ETUDIANTS

Lundi soir, le 5 janvier, le conflit des étudiants de géo a connu un épisode tragico-comique. Les étudiants avaient repris leur occupation durant l'après-midi, malgré le changement de toutes les serrures et la présence dans l'immeuble de gardes "Empire" depuis 6 heures ce matin-là. C'était la continuation d'un conflit que l'administration laisse pourrir depuis le mois d'octobre.

L'occupation allait paisiblement se poursuivre, donc, lorsqu'on vint prévenir les étudiants de géographie de bien vouloir quitter les lieux, sinon, ils seraient "malheureusement déplacés de force." Et cet ultimatum ne fut pas lancé par n'importe qui, mais par le vice-recteur Larose lui-même, qui jouait d'ailleurs dans toute cette histoire, un rôle de direction, assez cocasse. Mais n'anticipons pas.

En fait, tous ceux qui étaient présents aux Sciences Sociales lundi dernier, [ils n'étaient pas nombreux] commençaient à ce moment là à prendre conscience d'un curieux "mouvement de troupes," à travers l'immeuble. De partout surgissaient "des hommes en bleu" agents de sécurité appartenant à des agences privées engagées par l'université pour surveiller sa propriété. En nombre de plus en plus grand, ces messieurs-là arpentaient et arpentaient

encore mercredi dernier au moment de l'assemblée générale de Sciences Sociales, les couloirs de l'université. Mieux encore: l'université les range sous nos yeux au 2326, [autrefois elle tentait de les cacher, dans les caves] et leur fait garder le troisième, le neuvième, et même l'étage de la cafétéria; on les voit, le jour, faire des rondes, avec les walkie-talkies qui les relient à leur "central": le rectorat sans doute...

Mais en ce lundi 5 janvier, nous ignorions encore tout cela. L'après-midi se passa sans hostilités déclarées, et nous ne vîmes que l'ultimatum et le déploiement d'hommes en bleu. L'escalade devait être pour 6 heures le soir. Au moment où l'immeuble était quasiment vide, [sauf une poignée de zélés s'adonnant à diverses activités "parascolaires"] une douzaine de voitures de la police de la communauté urbaine de Montréal, ainsi qu'un panier à salade stationnèrent [illégalement] devant l'entrée rue Jean Brillant. Et quelques minutes plus tard, environ quarante policiers intervenaient pour vider le troisième étage. Sur cet étage circulaient depuis la fin de l'après-midi une cinquantaine d'étudiants rassemblés à l'appel des étudiants de géo par plusieurs "fausses-alertes." Au moment où la police est entrée en action, il y avait une vingtaine de personnes au troisième dont plusieurs

de Science Po, entre autres, qui s'étaient retrouvés là par solidarité.

Malheureusement sous les yeux de fort peu de gens, et à un moment où nous étions trop peu nombreux pour faire quoi que ce soit, les policiers ont gentiment reconduit tous ceux qu'ils ont trouvé au troisième étage en dehors de l'immeuble pendant qu'à certains étages leurs confrères, qui gardaient les portes et l'escalier de la bibliothèque, entretenaient avec les étudiants des conversations sur le salaire des policiers, le Front Commun, les grèves et les mouvements de gauche en général...

L'opération n'ayant pour but que de vider le troisième. Tous les expulsés rentrèrent sitôt après être sortis, non sans avoir sillonné les Sciences Sociales à tour de rôle, escortés par un gardien, pour pouvoir mettre un manteau avant de sortir. Il fallut d'ailleurs pour cela que les étudiants demandent la permission des policiers qui le demandèrent à leur chef, qui le demanda lui-même à M. Larose qui parait-il téléphona au recteur...pour avoir la permission. On ne peut pas les accuser de brutalité; ou quoi que ce soit d'approchant. Il faut s'en prendre au simple fait qu'ils étaient là, police et agents de sécurité. Et il faut s'étonner encore plus du fait qu'ils puissent simplement rester ici et monter la garde.

Occuper, pour les gens de géo, est le droit le plus

strict, celui de manifester. Pour s'y opposer, les autorités s'appuient sur les bases du droit bourgeois, sur ses fondements même en l'occurrence: "l'entrave à la libre jouissance d'une propriété privée". Mais le droit d'expression et de libre manifestation est un droit plus fondamental encore.

Dans une affaire comme celle-là, il est facile de voir "qui a le gros bout du bâton". C'est l'université de Montréal, son recteur prestigieux et des administrateurs bien placés, qui obtiennent des injonctions contre les étudiants de socio, ou font expulser les gens de géo. La facilité avec laquelle l'administration fait fonctionner la police et les tribunaux, les instruments de répression de l'état bourgeois, peut-elle surprendre? L'université est une institution qui sert les intérêts de la classe dominante, et cette même classe, dont les intérêts sont défendus par l'état, va facilement comprendre que ses dignes représentants, recteurs et compagnies, veuillent y maintenir l'ordre.

En fait, l'université n'a jamais hésité à recourir à la police, aux bouncers et aux agents de sécurité pour maintenir l'ordre. Les travailleurs s'en rendent bien compte, lorsque l'université s'attaque, avec les mêmes moyens, à l'exercice du droit de grève, droit durement gagné dans le passé par les luttes de la classe ouvrière. Ce fut le cas en 71, alors que des bouncers "surveillaient" les lignes de piquetage et "protégeaient la propriété" en s'attaquant aux grévistes...l'université de Montréal payait.

Maintenant que signifie l'intervention de la police, lundi soir, et la présence, mercredi, d'au moins une vingtaine d'agents de sécurité pendant que se tenait l'assemblée des sciences sociales? Que l'université n'a pas l'intention de tolérer les protestations et les manifestations étudiantes? Qu'elle adopte la "ligne dure"...voulant provoquer par la présence de la police des débrayages le plus rapidement possible en espérant que la pression pour un retour au cours sabotera la solidarité étudiants-employés de soutien durant la grève qui devrait commencer bientôt? Quoi qu'il en soit, un fait reste certain: les étudiants ne doivent pas tolérer la présence des agents de sécurité, la menace constante de voir supprimer leur liberté d'expression et de manifestation.

Le blâme de l'assemblée universitaire, au dernier semestre, n'a évidemment pas suffi: seule la vigilance et la protestation active des étudiants peut faire respecter ce droit et tenir la police hors du campus. Au moment donc, où nous entreprenons des journées d'études, avant même que soit entreprise toute action, que ce soit clair entre nous et surtout pour eux: pas de police pour empêcher le droit de libre manifestation des étudiants, pas d'agents de sécurité non plus.... Respect des droits démocratiques!

MARYSE TURCOTTE  
Ligue Communiste  
Marxiste-Léniniste du  
Canada.

C'est de bonne guerre, serez-vous peut-être enclins à penser, pour un journal de lancer quelques "craques" à son nouveau "partenaire" sur le marché des journaux étudiants. Espérons tout de suite qu'il aura la vie plus longue que tous ces journaux qui ont déjà tenté de s'implanter au niveau de tout le campus, ceci dit sans aucune arrière-pensée.

Le Lien serait né de "la nécessité d'un journal dans lequel les étudiants pourraient se regrouper." Soit, je voudrais simplement faire remarquer qu'il existe à l'U de M un journal s'appelant le Volume et qu'il est ouvert à tous les étudiants. Le Lien se distingue du "magnifique" journal que vous lisez présentement par sa préoccupation exclusive: nous faire connaître nos problèmes. C'est réussi, la quantité de doléances, des problèmes nous affligent est supé-

rieure à tout autre journal rencontré sur le campus. Pour celui qui croit l'université à l'abri de tout, le Lien est toute une révélation...

Après cette étape "prise de conscience" sur la "mauvaise" université que nous fréquentons, il faut un objectif "nous encourager à s'organiser", afin "d'améliorer notre milieu tant social qu'universitaire". Le Lien a donc quelque chose à proposer, une forme d'organisation pour les étudiants. Sa prise de décision est un acquis, reste à savoir dans quel cadre celui du Lien ou du Volume se tiendra ce passionnant débat sur la nécessité des organisations étudiantes. Je voudrais simplement faire remarquer aux gens du Lien l'apolitisme total de leur journal. Sa bonne volonté de devenir le "mur des lamentations" du peuple étudiant est sûrement légitime. Il ne faudrait

## Pour mieux faire le lien: le semainier paroissial!

pas pour autant oublier qu'il n'y a pas seulement des étudiants à l'université, qu'il n'y a pas seulement l'université dans la société, qu'il y a également des conflits dans la société et que ces conflits ne sont certainement pas étrangers à nos "gros problèmes" étudiants.

Le Lien a, ou veut trouver "la" formule permettant d'atteindre TOUS les étudiants. Rien de moins! J'ose espérer que les gens du Lien n'ont pas ce genre d'illusions, faisant abstraction de préoccupations et de volontés politiques qui ne sauraient être unanimes chez les étudiants. Enfin, pas contradictoire pour tout l'or du monde, le Lien ne veut pas être un nouveau "Nouveau Cartier", celui-ci, c'est l'explication

qu'on donne, n'a pas réussi dans sa mission étant un "outil de propagande", comme si faire de la propagande pouvait être une raison d'insuccès en soi. Mais, par sa fixation "doléances-organisation", il en revêt l'uniforme.

Décidément, le Lien me fait de plus en plus penser à ces feuillets que tout bon paroissien consulte pour voir si la fabrique est en faillite, si le voisin marie sa fille, si le grand-oncle d'une amie est décédé ou encore savoir l'heure des messes, et qu'on jette à la sortie de l'église, son rôle étant limité à la connaissance de divers faits rattachés à une petite partie de notre vie "sociale".

N'empêche, malgré sa concentration que j'estime abusive, presque maladroite,

le Lien réussit à informer. Etant implanté dans chaque département ou faculté, le Lien est au fait de ce genre d'informations. La situation actuelle, repli des revendications étudiantes au niveau des départements et facultés, se prête bien à ce genre d'initiatives. Sans vouloir présager du caractère très conjoncturel de cette situation, comment les initiateurs du Lien croient-ils possible la survie d'un tel réseau d'information? Comment le Lien, attaché pour le premier numéro aux disponibilités financières de l'Association des Etudiants de Polytechnique escompte-t-il se financer? Il y a donc lieu de s'interroger sur la survie et la viabilité du Lien.

PIERRE DUHAMEL  
SCIENCE POL.